Pour que la gauche réussisse

Pour développer la résistance, la lutte face à la droite et au patronat et ouvrir une perspective de progrès, il nous faut nous saisir du scrutin du 22 avril et porter haut et fort les exigences sociales avec Marie-George Buffet, notre candidate.

Les sondages omniprésents nous projettent déjà au deuxième tour, sans prendre en compte les aspirations profondes au changement qui traversent le pays : l'emploi, les salaires, l'éducation, la santé, le logement…

Les médias dominants ont beau avoir choisi et désigné à notre place les deux finalistes, rien n'est joué. Le débat d'idées n'a pas véritablement commencé.

Les inscriptions massives sur les listes électorales en témoignent : notre peuple a conscience des enjeux, de l'importance des choix de 2007, face à la gravité de l'urgence sociale !

71% des Français placent l'emploi en tête des priorités de l'élection présidentielle, ils ont raison !

C'est l'enjeu central de l'élection ! Ne laissons pas Nicolas Sarkozy surfer sur les déceptions et la colère du monde ouvrier !

Le MEDEF est entré en campagne : il ne se prive pas de donner ses choix sur les réformes à mener, il veut dicter son programme.

Laurence Parisot veut faciliter les licenciements, elle parle « *de divorce à l'amiable* » entre le salarié et le patron, comme si les deux étaient sur un pied d'égalité... Il y a pourtant des chances pour que ce soient toujours les mêmes qui gardent les meubles et les comptes en banque !

Souvenons nous du référendum sur la constitution européenne : le oui était donné gagnant haut la main au début janvier, la majorité a basculé grâce à l'irruption du peuple et de la classe ouvrière dans le débat.

Laurence Parisot appelle les adhérents du MEDEF à entrer en campagne, les communistes appellent les salariés sans attendre à entrer en résistance, à se rassembler pour empêcher la casse industrielle, le dépeçage de nos services publics.

Bousculons la bipolarisation, les pronostics préétablis et le choix sans issue dans lequel on veut enfermer notre peuple.

Le 8 février, nous étions dans la rue, aux côtés des syndicats, des fonctionnaires et des usagers, lors de la journée d'action unitaire pour défendre l'emploi, les salaires et les services publics !

Leurs exigences vis-à-vis des candidats peuvent être saisies pour faire la différence sur les contenus et la crédibilité des propositions de chacun.

Démasquer les faux semblants est une de nos premières priorités :

Voyons Le Pen qui tente de se donner une nouvelle respectabilité.

Dans le même temps, il met en place un groupe d'extrême droite au Parlement européen avec la petite fille de Mussolini. Faire reculer le vote Le Pen dans les classes populaires doit être, je crois, l'un de nos objectifs politiques majeurs.

Ce vote est souvent l'expression d'une révolte contre la dureté du quotidien, du sentiment d'être lâché par tout le monde, du rejet de la politique en général qui s'expriment dans des vies minées par le chômage, les exclusions de la société !

Ceux- là se trompent de colère, car Le Pen ne s'attaque pas à leurs problèmes : c'est un politicien manipulateur, dont le programme reste taillé sur mesure pour les riches : remise en question du droit à la retraite, suppression du droit syndical, cadeaux aux entreprises et aux privilégiés…

Comment ose-t-il se réclamer des petits et des sans-grades, ce milliardaire qui veut supprimer l'impôt sur la fortune et à terme celui sur le revenu, tout en augmentant les impôts indirects qui pèsent sur les plus pauvres ?

Mais la démagogie atteint aussi des sommets avec Sarkozy, le candidat du CAC 40 qui cherche à séduire le monde du travail.

Le voilà qui parle de « *revaloriser le travail* ».

Il prétend qu'il faudrait travailler plus pour gagner plus. Si cela était vrai cela se saurait. Mais c'est souvent le contraire dans la réalité. En moyenne, on travaille 84 heures, dans l'année, de moins dans les entreprises de plus de 500 salariés que dans celles de moins de 20, mais on gagne 480 euros de plus. La semaine de travail dans l'énergie et les banques est plus courte, mais on y gagne en moyenne plus que dans le BTP ou dans l'automobile.

En effet c'est en premier lieu de la qualification, des moyens financiers des entreprises et des moyens de négociation que dépendent le salaire, ainsi que du niveau de chômage hors de l'entreprise. Mais aussi, de bien d'autres choses dont les candidats populistes ne veulent pas parler non plus : la dépendance des entreprises vis-à-vis de donneurs d'ordre ou des marchés financiers ou des banques, leur accès à l'information, leur capacité de partager leur coûts de recherche, le type d'utilisation de leurs ressources financières et leur gestion, etc.

La « *France d'après* » de Sarkozy et son équipe, c'est celle de la précarité généralisée, avec des licenciements plus faciles pour les employeurs et moins de droits pour les salariés. C'est la remise en cause du droit de grève. C'est la généralisation des inégalités, la réduction des services publics indispensables pour répondre aux besoins humains fondamentaux !

: le vote Marie-George Buffet

Il se présente comme le candidat de rupture, ce n'est certainement pas celle de la rupture avec le capitalisme !
A gauche, Ségolène Royal affirme vouloir, au nom de la « *valeur travail* », concilier une prétendue sécurisation de la situation des salariés avec une flexibilité, dénommée « *agileté* », accordée aux entreprises. C'est le choix de la « *flexicurité* », au coeur de la stratégie européenne de l'emploi, et de la baisse des coûts salariaux.

De plus, sans tenir compte du vote très majoritaire de l'électorat de gauche contre le projet de traité constitutionnel, Ségolène Royal se contente de proposer de le renégocier d'ici 2009, sans remettre en cause la logique de mise en concurrence des salariés et des peuples et l'orientation pro marché financier de la Banque centrale européenne !
Est-ce cela le vote utile ? Un vote pour une gauche de renoncement qui nous expliquera une fois au pouvoir « *qu'elle ne peut faire ce que vous espérez, les obstacles sont trop grands, que l'Etat n'y peut rien, qu'il faut être euro compatible* ».
Pour battre la droite durablement, il ne faut pas d'ambiguïté sur les objectifs et les moyens qu'on se donne pour réussir.

En fait les « deux finalistes » annoncés veulent éviter un débat sur l'entreprise, l'utilisation de l'argent ou sur leurs choix européens qui aille au delà de la dénonciation démagogique sur les valeurs. Il refusent plus encore la confrontation sur les propositions politiques qui, d'une part, pourraient desserrer l'étau de la domination du capital financier sur les entreprises, sur qui pèsent des exigences de profit insoutenables, et, d'autre part, sur celles visant à les inciter, voire les contraindre dans certains domaines comme le recours à la précarité ou les discriminations ou les inégalités homme femme, à modifier leur comportement.

Face à la droite, faire le poids à gauche

A l'opposé de cette démarche c'est de ces questions que l'on débat avec la proposition de loi cadre pour sécuriser l'emploi et la formation qui est en cours de co-élaboration citoyenne dans le cadre d'Assises locales, départementales, régionales et nationales.

Les assises nationales qui se tiendront les 23 et 24 février 2007, à Paris, que Marie-George Buffet conclura, seront un grand moment dans la bataille d'idées pour refouler tous les populismes et pour répondre, effectivement par des propositions précises et longuement débattues de solutions qui sortent des sentiers battus de la résignation.

De la démocratie participative en actes et pas seulement en paroles !
Le vote Marie-George Buffet c'est des choix visant à faire reculer la dictature des marchés financiers et les pleins pouvoirs des chefs d'entreprises : avec la proposition de droits d'intervention et de décision des salariés et de leurs organisations dans la gestion de l'entreprise qui seront reconnus, avec le souci d'une cohérence entre les objectifs sociaux audacieux de sécurisation et de promotion des travailleurs et de leurs familles, les moyens financiers et les pouvoirs.
C'est dans le combat contre le capitalisme que sont les réponses et pas ailleurs. Pour le gagner, il nous faut ancrer notre militantisme dans les cités et les quartiers populaires. Notre ambition, et celle de millions de français, c'est de battre la droite et l'extrême droite durablement !

Avec la candidature de Marie-George Buffet, nous faisons le choix d'une gauche de combat et courageuse qui s'attaque au capitalisme financier, à la concentration des pouvoirs entre les mains des puissants.
Nous refusons de cautionner l'Europe libérale qui entend casser les droits et les services publics au nom des contraintes de la mondialisation.
Nous avons 10 semaines, pour faire vivre la campagne, chaque jour va compter, chaque initiative de la plus petite à la plus grande ! Nous pouvons susciter le débat autour des 15 grandes propositions de Marie-George Buffet, en particulier dans le monde du travail.

N'attendons pas qu'on nous donne la parole, prenons là !
C'est dans la proximité que nous ferons avancer nos idées et en premier lieu dans les entreprises.
L'urgence sociale est telle que rien ne doit nous arrêter. Avec le vote pour Marie-George Buffet, rendons incontournables nos combats pour le respect et la dignité de notre peuple et faisons gagner la gauche populaire et antilibérale.
J'ai confiance dans notre force militante. En 80 jours, Jules Verne a fait le tour du monde, je vous propose si nous y arrivons, avec le peuple de France, de poser les bases pour un printemps de résistances et de victoires. ■



Eric CORBEAUX,
secrétaire de la Fédération du Nord du PCF
Membre de l'éxécutif national